



R2 | PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Porteur : André Merlin (fondateur de RTE) et un collectif d'industriels

Question : Faut-il supprimer les aides publiques à l'éolien et au solaire afin de réduire le coût de l'électricité, quitte à freiner le développement de ces énergies ?

► De quoi s'agit-il ?

Les énergies renouvelables, comme l'éolien ou le solaire, reçoivent des aides publiques considérables. Mais une grande partie de cet argent vient de nos poches : c'est payé par les consommateurs, directement sur leur facture d'électricité :

- 7 milliards d'euros en 2026
- Une augmentation d'environ 1 milliard d'euros par an, pour atteindre 17 milliards d'euros en 2035
- Auxquels s'ajoutent environ 7 milliards d'euros par an pour l'adaptation des réseaux électriques à ces nouvelles sources d'énergie

Ces subventions se répercutent dans les tarifs de l'électricité à travers des taxes — appelées « accises » — qui ont remplacé l'ancienne CSPE (Contribution au Service public de l'Électricité). Au final, ce sont les particuliers et les entreprises qui les paient, via leur facture.

► Ce que change leur suppression

En supprimant ces aides, l'État retirerait du prix de l'électricité une charge qui n'a aucun lien avec le coût réel de production. Les fournisseurs n'auraient plus à intégrer ces transferts dans leur tarification : la baisse se traduirait mécaniquement sur les factures.

À titre d'illustration, les 7 milliards actuellement prélevés représentent environ 10 à 15 % du montant total des factures d'électricité en France — une part appelée à croître significativement d'ici 2035 si le dispositif est maintenu en l'état.

► Impact concret sur le pouvoir d'achat

La suppression de ces subventions aurait un effet direct et mesurable sur le prix de l'électricité :

- Facture d'électricité : jusqu'à - 25 % de réduction
- Gain annuel pour un ménage moyen : plusieurs centaines d'euros, selon le niveau de consommation. En moyenne, 290 € par ménage en 2025

👍 Arguments pour

- Maîtrise du prix de l'électricité qui a déjà doublé en quinze ans et qui, mécaniquement, continuera à augmenter dans les prochaines années si on ne fait rien
- Gain immédiat pour les ménages, notamment les plus exposés aux dépenses énergétiques
- Baisse des coûts de production pour les entreprises
- Amélioration de la compétitivité industrielle française, notamment face à des pays à énergie moins chère
- Pas de risque de pénurie : même en cas de baisse de la production d'énergie renouvelable, la capacité de production française (70 % nucléaire, 12 % hydraulique et 15 % solaire et éolien) excède la consommation 2025 de +20 %
- Consommation actuelle revenue au niveau de l'an 2000
- Réduction des dépenses publiques pour une meilleure maîtrise de la dette

Arguments contre

- Ralentissement des actions visant à la transition énergétique
- Risque de sous-investissement dans les capacités de production de demain
- Dommages pour les filières industrielles concernées
- Risque pour les emplois liés aux énergies renouvelables
- Anticipation insuffisante de l'électrification des usages (transport, chauffage, industrie)
- Impact possible sur les objectifs climatiques
- Risque vis-à-vis des règles européennes

► Que se passe-t-il à l'issue du référendum ?

Si le « Oui » l'emporte :

- Ce choix de politique énergétique, susceptible de réduire la facture d'électricité de 25 %, peut être engagé immédiatement.
- Le groupe « Référendum citoyen » agira pour en garantir l'application, en mobilisant l'opinion publique, les médias et tous les moyens d'action légaux afin de faire respecter le résultat du vote.

Si le « Non » l'emporte :

- Aucun changement ne sera engagé.
- Toutefois, si le président, le gouvernement ou le Parlement tentaient de remettre en cause les aides aux énergies renouvelables, le groupe « Référendum citoyen » se mobiliserait, par les mêmes moyens légaux, pour défendre ce choix et faire respecter le résultat du référendum.

Notre seule boussole : la volonté du peuple

Pas de mandat à conquérir, pas de privilèges à préserver — seulement des outils concrets pour que chaque citoyen puisse peser sur les décisions qui le concernent. Le mouvement des #Gueux l'a prouvé : portée par une mobilisation collective, la voix des citoyens est décisive dans le débat national.